L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres . No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 3 AVRIL 1880. 53me Année

DUFOUR & LEMPIT,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS,
SAMEDI, 3 AVRIL 1880.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par Hoey & O'Connor, à la Bourse d'Encan St Charles, rue St Charles, grande et intéressante vente à l'encan d'emplacements de commerce et maisons de résidence centralement située dans le Premier, Second et Troisième Districts: magasins rue du Camp, près Gravier, rue Poydras, près Poydras, rues de Chartres, Bienville et North Peters, et résidences rue Conti, Esplanade et St Claude.

Par Spear & Escoffier, à la Bourse des Négociants et Encan.eurs, rue Royale, magnifiques propriétés dans le Second, Quatrième et Sixième District : 135 rue Washington, entre Magazine et Constance; 357 Louisiana Avenue, entre St Charles et Prytania; Rue Orleans, entre Marais et Villeré; rue St Pierre, entre Marais et Villeré; encoignure St Louis et Clairborne; maison double en bois, encoignure St Philippe et Villeré; No 245 rue Champs-Elysées, entre Robertson et Villeré; rue Oak, entre Sixième et Septième; Propriétés dans le Second et le Troisième District: Magnifique lot de terre pour bâtir dans le Troisième District, encoignure Esplanade et Villeré; magnifique lot de terre dans le second district, rue Dumaine, entre Rocheblave et Dorgenois; 5 cottages rue St Philippe, entre les rues Miro et Tonti; magnifique carré d'îlot près des rues Esplanade et Broad, derrière la maison de M. Signon.

Par C. E. Girardey, à la Bourse d'Encan St Charles, rue St Charles—magasin en briques à 4 étages et entrepôt séparé No 73 rue Decatur (Vieille-Levée), entre Bienville et Conti; la maison en briques, à double corps de logis, No 112 rue Bienville, entre Bourbon et Dauphine; le magasin en briques à trois étages, No 70 rue de la Commune, entre Magazine et Tchoupitoulas; les deux maisons de résidence et magasins en briques, à trois étages, No 144 et 146 rue Royale, entre St Pierre et Toulouse; et Bon Retire, délicieuse résidence rurale, ferme et orangerie, sur le Mississippi, du côté de la ville, et moins d'un mille au-dessous des Casernes, et à l'extrémité inférieure du chemin de fer de ville.

Par Albert Paul au No 17 rue Barone, gages forfaits.

Grande marchée aujourd'hui à midi à la Bourse d'encan St-Charles en propriétés de ville et des faubourgs, améliorées et non, annoncées positivement comme devant être vendues pour le compte de succession ou d'autres intérêts, par C. E. Girardey, encanteur.

La liste comprend des magasins et des résidences dans les 1er, 2e, 3e et 4e districts, une ferme au-dessous des Casernes et des villas à la Pointe St-Louis, le tout devant être vendu positivement sans réserve.

Pour les conditions et tous autres renseignements, voir les annonces descriptives et les annonces à la vente.

La valeur gouvernementale du Congrès.

Le monde est depuis longtemps habitué aux lenteurs du gouvernement représentatif, mais non à celles qui n'ont jamais de fin. Il faudrait que les indécisions parlementaires se terminassent une fois et que les intérêts publics ne fussent pas toujours suspendus par les scrupules exagérés des assemblées. Ces scrupules donnent lieu à des impossibilités éternelles dans la situation des affaires les plus graves, et c'est à cela qu'il faut attribuer en grande partie la chûte du gouvernement de Louis-Philippe, qui était cependant le gouvernement le plus soumis à la légalité qu'on ait encore jamais vu. Quand il fut remplacé par les actes constitutionnels de l'Empire on se crut comme transporté dans un âge d'or, une expédition prompte des affaires ayant donné aux travaux publics une impulsion qui doublait et triplait réellement la richesse dormante de l'Etat. On avait cela cette richesse en activité, et toutes les classes d'habitants s'en trouvèrent bien. Les prolétaires furent occupés; les moyennes fortunes se livrèrent à des entreprises fructueuses, les financiers purent employer lucrativement leurs capitaux, et les propriétaires virent avec enchantement hausser le prix de leurs domaines.

Le Congrès des Etats-Unis nous donne en ce moment le spectacle qu'offraient à la France les dernières assemblées du règne de Louis-Philippe : indécision éternelle. Le Congrès laisse les capitaux se fondre inutilement dans des spéculatiogs de bourse, et les fonds publics montent nécessairement quand au contraire ils devraient baisser, car la baisse serait la preuve qu'il existe ailleurs le moyen de les faire fructifier plus avantageusement pour tous. Qu'est-ce que le Congrès fait maintenant de ce projet de canal interocéanique qui devait supplanter si cavalièrement le projet de M. de Lesseps ? Il n'en fait absolument rien. Après avoir accueilli d'abord bon nombre de propositions de nature à faire croire que l'entreprise serait poussée vivement, il n'a pas été plus tôt informé que la construction du canal de Panama coûterait des sommes beaucoup plus fortes que celles qui étaient données comme aperçu dans le devis de M. de Lesseps, que le Congrès, croyant à l'impossibilité de réaliser nulle part de pareilles mises de fonds, s'est senti à l'aise et, rassuré de ce côté, il a cessé tout à fait de s'occuper de cette vaste entreprise.

Ainsi, le Congrès américain donne en ce moment le triste exemple d'une grande assemblée qui, ne pouvant rien faire elle-même, veut par un sentiment de jalousie empêcher les autres de faire, et pour mieux jeter le découragement dans l'esprit des capitalistes européens qui étaient si bravement disposés à soutenir M. de Lesseps dans son nouveau projet de canal, le Congrès s'occupe aujourd'hui du moyen imaginé par un ingénieur américain pour transporter par terre les navires au lieu de leur faciliter l'usage de leur élément naturel pour passer d'une mer à l'autre.

Nous ne voulons tel jeter aucune défiance sur l'idée vraiment admirable du capitaine Eads, ingénieur déjà célèbre par plusieurs entreprises qui ont pleinement réussi. Nous croyons nous-même que cette idée est réalisable, bien qu'elle présente de très nombreuses et de très grandes difficultés. Mais nous ferons observer qu'elle exigera aussi beaucoup de capitaux et que le Congrès, satisfait d'avoir détourné du canal de Panama l'attention du monde, hésitera peut-être à soutenir le projet du chemin de fer maritime, et dans ce cas nous n'aurons ni l'une ni l'autre des deux voies projetées.

Ce qui donne une raison sérieuse à nos méfiances, c'est l'irrésolution du Congrès pour des entreprises d'une valeur minime à côté de celles dont nous parlons. Il y a déjà plus de quatre ans qu'il est question de la construction d'un chemin de fer du Pacifique par la voie du Sud ; il y a déjà plus de quatre ans qu'il est question d'un système général de levées sur les bords du fleuve Mississippi, système dont l'application se ferait aux frais du gouvernement fédéral à raison de la nationalité de l'entreprise ; il y a déjà plus de quatre ans qu'il est question de doter la grande vallée de l'Ouest d'une voie de communication postale et commerciale entre cette vallée et le Brésil par le Mississippi, et rien n'a encore été décidé, si rien de cela ne semble devoir être résolu prochainement. Et cependant, pour ce qui concerne l'établissement d'une ligne de vapeurs entre la Nouvelle-Orléans et Rio de Janeiro, il ne faut pas des millions mais seulement quelques milliers de piastres par an, subsidiant quelque compagnie qui commencerait par des voyages peu coûteux de jour en jour plus appréciables.

Un nouveau bill a ce sujet a été présenté par M. Cockrell du Missouri, bill qui ne demande qu'une somme annuelle presque insignifiante et des exemptions de frais de port et de douane. On ne peut rien imaginer de moins ambitieux ni rien de plus restreint et de plus modeste que la teneur de ce bill qui, s'il devenait loi, rapporterait des millions au commerce de la vallée mississippienne à laquelle se rattachent naturellement quinze Etats de l'Ouest. Eh bien, ce nouveau bill ne paraît pas destiné à un plus grand succès que ses devanciers.

En cette matière, qui concerne uniquement l'Amérique, il ne s'agit plus de l'intervention étrangère. On ne peut pas dire qu'un capitaine anglais ou français pourrait y figurer autrement que comme employé subalterne d'une compagnie organisée au moyen de capitaux américains. Tout serait donc national et ultra-national dans le projet de M. Cockrell. Oui, sans doute, mais sans doute aussi la vallée du fleuve en retirerait le premier avantage, et dans cette vallée, la Louisiane, et dans cet Etat, le port de la Nlle-Orléans. C'en est assez pour que le Congrès recule devant cette initiative prise si modestement, on peut même dire si timidement par un sénateur du Missouri.

Le bill avait été référé tout d'abord au comité de commerce qui n'en faisait rien et ne paraissait pas même vouloir en faire quelque chose. M. Cockrell alors en a demandé le transfert au comité des postes pour essayer si de ce côté le bill serait plus heureux. Mais on a objecté à sa demande en disant que l'argument postal n'était qu'un accessoire dans une affaire où des raisons de commerce occupaient nécessairement la première place et cette remarque a suffi pour faire échouer la demande de transfert. Et qui s'y est opposé? non un homme du Nord, non un homme de l'Est, mais un homme du Sud, un homme des deux vallées, un homme de l'Ohio et du Mississippi tout à la fois, M. Beck enfin, sénateur du Kentucky; du moins M. Beck s'est fait remarquer parmi ceux qui ont combattu la tactique de M. Cockrell.

Nous ne pensons pas que M. Beck ait mis dans son opposition aucune intention cachée de malfice envers un intérêt auquel l'intérêt de son Etat est intimément lié; ce sénateur est un patriote pur et éprouvé, mais les Représentants des autres Etats, même des Etats du Sud qui s'aboutissent pas à la Vallée du Mississippi, ont appuyé l'objection par cela seul que le bill ne les favorisait pas d'une manière spéciale. Autrefois, le port de la Nouvelle-Orléans avait bien des rivaux, mais il n'avait pas d'ennemis. On faisait tout pour la Nouvelle-Orléans sous Jefferson, sous Madison, Monroe, Jackson, Van Buren, Polk et même encore sous M. Buchanan. Aujourd'hui, on lui dispute tout; cette ville a non seulement des rivales mais encore des ennemies dans son propre voisinage et dans les villes, sœurs ou associées politiques, sur d'autres rivages. On voudrait à Galveston, Mobile, Pensacola, Savannah, Charleston, supprimer le cours du Mississippi pour qu'il ne fût plus question de cette grande Vallée qui est devenue comme le cauchemar de la politique parlementaire aux Etats-Unis, et de tous côtés l'on s'applique souterrainement à entraver le développement de ses ressources naturelles. Ainsi ce qui devait contribuer à la fortune de tant d'Etats composant à eux seuls plus de la moitié de l'Union, est réduit à zéro par de mesquines jalousies de section à section et peut-être, dirons-nous bientôt, de clocher à clocher. Un pareil néant gouvernemental favorise, outrageusement pour les bons républicains, le plan final de ces hommes qui commencent à dire que les raisons d'état sont les premières, nonobstant les considérations de légalité et de droit.

Nominations pour le bureau de Santé.—Le gouverneur Wiltz a désigné pour faire partie du bureau de santé quatre médecins dont les vues concordent avec celles qu'il a exprimées dans son message, c'est-à-dire disposés à concilier les exigences du commerce et la liberté des communications avec les précautions sanitaires basées sur les connaissances actuelles de la science. Le docteur Joseph Jones est un savant, aussi modeste qu'instruit, à qui ses travaux et ses enseignements en chimie donnent une compétence toute spéciale. Le docteur F. Formento est un chirurgien habile, un médecin instruit et intelligent et dont les vues sur la quarantaine sont connues par d'intéressantes communications ; le docteur F. Loeber est l'ancien membre du bureau de santé qui a été obligé de donner sa démission, parce qu'il ne pouvait sanctionner les mesures extrêmes adoptées par ses collègues. Le docteur J. P. Davidson ne nous est pas personnellement connu, mais nous sommes convaincus que le gouverneur ne l'a nommé qu'à bon escient.

Le nouveau bureau se composera de ces quatre docteurs et de cinq personnes que doit désigner l'administration municipale; sur ces cinq personnes il y aura, nous dit-on, deux médecins et trois civils. Nous espérons en avoir fini avec l'embargo commercial des deux dernières années.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à demain une réponse de M. de Lesseps à des accusations singulièrement hasardées portées par le juge Philip H. Morgan, contre l'administration financière du Canal de Suez.

La correspondance de St-Jean-Baptiste de Mecchab, en date du 30 mars, ne nous est parvenue qu'après celle du 31, trop tard pour être insérée utilement.

BIBLIOGRAPHIE.

La France et la France devant l'histoire que vient de rééditer la Librairie du Conseil d'Etat (Cotillon et Cie., 24, rue Soufflot, Paris) est assurément l'un des ouvrages les plus remplis de faits curieux et de considérations impartiales qui aient été publiés depuis la guerre franco-allemande de 1870-71. L'auteur, M. A. Lagrelle, s'est surtout proposé pour but de défendre sa patrie contre d'injustes accusations, mais il a aussi signalé utilement à plus d'un peuple neutre ou éloigné les dangers toujours croissants de la prépondérance allemande. On trouvera dans son volumineux essai plus d'une utile et opportune révélation sur bien des événements mal connus jusqu'ici et plus mal appréciés encore.

La grande vente de la semaine à l'Etoile Rouge.

La Laryngite, la Bronchite, la Pulmonie et l'Asthme sont guéris, plus ou moins promptement, par l'usage du "Spirop Pectoral aux Herbes Indiens de Lapince."

☞ Un avis inséré dans une autre colonne de ce journal convie les membres de la Société Française d'Assistance Mutuelle de Jefferson à une assemblée qui aura lieu lundi prochain, et dont l'objet est d'une haute importance.

Les Malakoff Bitters guérissent de l'indigestion et soulagent la foie.

Cette semaine, Bonne affaire après bonne affaire n'est ce que demande le public. Aussi vous trouvez plaisir en visitant les spécialités. La semaine dernière des milliers de personnes ont profité de grandes occasions et la semaine qui va suivre promet vente de nouvelles lots extraordinaires pour tous les rayons.

La vente comme suit plus de
Rien de bâti valant et revient 500 moins.
Rien de bâti valant et revient 500 moins.
Rien de bâti valant et revient 500 moins.